Conseil municipal du lundi 8 juillet 2019

Le lundi huit juillet deux mille dix-neuf à vingt heures, le Conseil Municipal s'est réuni dans son lieu habituel sous la présidence de M. Bertrand ASTRIC, Maire.

Présents : M. Bertrand ASTRIC, M. Roland DEMESMAY, Mme Françoise BERNARD, M. Bernard BONNOT, M. Yves FADIER, M. Rémy MICHON, M. Rémy LUCAS, M. Hervé REYSSIE

Absents : Mme Christine LAGARDE, absente; Mme Florence MONNIN, absente; M. Fabrice VALLADONT, absent excusé; Mme Virginie AUFFRET, absente excusée, procuration à Mme Françoise BERNARD; Mme Véronique LESMESTRE, absente;
La séance est ouverte à 20h00.

M. Bernard BONNOT a été élu secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la réunion du 3 juin 2019 est approuvé.

Arrêté municipal portant interdiction d'utilisation du glyphosate sur le territoire de Boussières

Le Maire expose qu'il a signé un arrêté le 14 juin 2019 portant interdiction d'utilisation du glyphosate sur le territoire de la commune.

Monsieur le Préfet considère que cet arrêté est illégal et par un recours gracieux demande le retrait dudit arrêté avant deux mois. Il précise que les arrêtés relatifs à l'utilisation de produits phytosanitaires relèvent du pouvoir exclusif de police spéciale du ministère chargé de l'agriculture. Monsieur le Préfet demande donc au Maire de retirer cet arrêté et précise qu'au-delà du délai de deux mois, le tribunal administratif sera saisi.

Le Maire propose de maintenir cet arrêté au nom du principe de précaution. Il précise que dans ses pouvoirs de police, le Maire doit veiller à la bonne santé de ses administrés. Le Maire demande donc au conseil municipal l'autorisation d'ester en justice et de faire appel aux conseils de Maître LANDBECK afin de défendre au mieux les intérêts de la commune dans cette affaire.

L'exposé du Maire entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 5 voix pour, 3 voix contre et 1 abstention autorise le Maire à ester en justice.

Dossiers AD'AP

Rémy LUCAS, conseiller municipal en charge du dossier, rend compte de la réunion organisée avec Monsieur le Directeur du SIVOM au sujet des menus travaux à accomplir dans le cadre des dossiers AD'AP.

Ces tâches seront effectuées par le SIVOM. Néanmoins, il est nécessaire de remplir les demandes d'autorisation de travaux. Ces dossiers permettront d'obtenir des devis ainsi que des subventions qui ne seront versées qu'à la fin des travaux (en 2021).

Les travaux de mise aux normes de voirie peuvent être aidés à 50% par des fonds de concours.

Ces dépenses sont indispensables pour garantir l'accessibilité aux équipements publics. Il s'agit d'investissements utiles à la collectivité.

Renouvellement de baux communaux : comité des fêtes, ACCA, atelier de distillation

Location d'un garage communal à l'association « Comité des fêtes de l'An 2000 »

Le Maire rappelle que du matériel appartenant à l'association « Comité des fêtes de l'an 2000 » est entreposé dans un garage communal. Le bail actuel arrivant à échéance, le Maire propose de le renouveler aux mêmes conditions que précédemment à savoir un loyer annuel de 50 €.

Ledit bail est consenti pour une durée de 3 ans et prend effet à compter du 1er septembre 2019.

L'exposé du Maire entendu le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à **l'unanimité** et autorise le maire à signer le bail correspondant.

ACCA

Le Maire rappelle le rôle et le règlement relatif au fonctionnement d'une ACCA.

Le Maire expose que le bail relatif à la location du droit de chasse à l'Association Communale de Chasse Agréée (A.C.C.A) de Boussières arrive à expiration. Le Maire propose de le renouveler pour une période d'une année à compter du 1er août 2019, moyennant une location annuelle de 310 €, révisable chaque année.

L'exposé du Maire entendu le conseil municipal, après en avoir délibéré, à **l'unanimité**, accepte le renouvellement du bail pour une durée d'un an et autorise le maire à signer ledit bail.

Atelier de distillation

Le Maire expose que le bail de location de l'atelier de distillation est arrivé à échéance.

Il propose de renouveler le bail pour une période de 3 ans. Il rappelle que le loyer annuel avait été fixé à 50 € et propose de le maintenir.

Le Maire donne lecture du nouveau bail annexé à la présente.

L'exposé du Maire entendu le conseil municipal, après en en avoir délibéré, accepte à **l'unanimité** et charge le Maire d'établir le bail de location correspondant qui commencera à courir à compter du 1^{er} septembre 2019.

Monsieur Roland DEMESMAY, Adjoint au Maire et membre de l'association "de la Fleur au Fruit" n'a pas pris part au vote.

Lotissement du Village Haut : reprise de la voirie et des réseaux dans le domaine public

Le Maire rappelle que par délibérations en date du 11 novembre 2006 et du 5 mai 2014, le conseil municipal avait décidé la reprise de la voirie et des réseaux dans le domaine public du lotissement du village Haut. Il s'agit des parcelles cadastrées AD n° 597, AD n° 623, AD n° 612, AD n° 608, AD n° 618, AD n° 601, AD n° 635, AD n° 591, AD n° 634, AD n° 633 et AD n°636 qui devaient être rétrocédées à la commune pour l'euro symbolique. Les autres frais liés à ces ventes sont à la charge des propriétaires des parcelles mentionnées ci-dessus.

L'ensemble des travaux a été réalisé conformément aux prescriptions énoncées dans le programme des travaux.

Le Maire propose de reprendre l'ensemble de ces voiries des réseaux dans le domaine public.

L'exposé entendu le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** accepte ces rétrocession et autorise Monsieur le Maire, ou un de ses adjoints, à intervenir pour mener à bien cette transaction.

Point sur les projets

- **lotissement la Pâture** : une réunion avec le Grand Besançon est prévue pour affiner les problématiques de voirie

- **la Cure** : la toiture et le pigeonnier sont terminés : l'entreprise Vernier est saluée par l'assemblée pour son bon travail, néanmoins, les descentes d'eau sont à revoir.

Il reste à déposer le câble cheminant en façade et prévoir l'alimentation en électricité du candélabre ainsi que celle des bornes d'électricité prévues pour les automobiles.

- **MDL** : le permis est signé mais les travaux seront tributaires des montants des subventions allouées. Monsieur Hervé REYSSIE, conseiller municipal, fait part de son désarroi face à cette situation. Mme Françoise BERNARD explique combien cette situation d'attente est complexe à gérer pour les utilisateurs (associations, partenaires et particuliers).

- **sculpture de la Paix** : la sculpture est terminée. Son inauguration aura lieu le 12 octobre à 11 heures, à laquelle sera conviée la population.

Le conseil valide le devis de 350 euros pour graver la plaque qui recueillera le nom des morts et disparus.

Pétition contre l'installation d'une antenne relais Orange dans le bois des Richets

Le Maire expose qu'il a reçu une pétition qui alerte les riverains du chemin du Seterot et de la Route des Papeteries au sujet de l'installation d'une antenne relais dans le bois des Richets.

Cette pétition reprend les termes des recours gracieux de demande de retrait de la décision d'urbanisme autorisant l'installation du pylône de la société Orange, déposés par trois familles auprès de la mairie à savoir problématiques de santé et de pollution visuelle.

Pour Monsieur Roland DEMESMAY, Adjoint au Maire, l'impact visuel sera indéniable.

Questions diverses

Monsieur Bernard BONNOT, Adjoint au Maire en charge du fleurissement souligne les difficultés à concilier fleurissement et prise en compte des alertes sécheresse. En effet, l'investissement conséquent réalisé pour l'embellissement du village peut être réduit à néant par les interdictions d'arrosage. A l'avenir, le choix des essences florales devra prendre en compte les aléas climatiques.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 22h15.